

La pollution atmosphérique dans les commentaires de la presse en ligne : attribution de responsabilités, culpabilisation et stigmatisation

Nataly Botero

▶ **To cite this version:**

Nataly Botero. La pollution atmosphérique dans les commentaires de la presse en ligne : attribution de responsabilités, culpabilisation et stigmatisation. Giuseppina Sapio; Maëlle Bazin; Frédéric Lambert. Stigmatiser. Discours médiatiques et normes sociales, Le Bord de l'Eau, pp.65-79, 2020, Documents, 9782356876683. hal-03125447

HAL Id: hal-03125447
https://hal.science/hal-03125447

Submitted on 17 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Nataly BOTERO (2020), « La pollution atmosphérique dans les commentaires de la presse en ligne : attribution de responsabilités, culpabilisation et stigmatisation » *in* SAPIO Giuseppina, BAZIN Maëlle, LAMBERT Frédéric, *Stigmatiser. Discours médiatiques et normes sociales*, Le Bord de l'eau, Lormont, p. 65-79.

LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE DANS LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE EN LIGNE : ATTRIBUTION DE RESPONSABILITÉS, CULPABILISATION ET STIGMATISATION

Nataly BOTERO

Les pollutions de l'air extérieur constituent l'un des premiers sujets de préoccupation environnementale des français. Pouvant être d'origine naturelle (pollens, incendies, éruptions volcaniques) et anthropique (particules fines, composés organiques volatiles, résidus de combustion d'énergies fossiles), ces pollutions favorisent le développement de nombreuses pathologies. Les sources anthropiques ont été classées en 2013 dans la catégorie de cancérigène certain par le Centre international de recherche sur le cancer[1].

Si la pollution de l'air fait l'objet de recherches en climatologie et santé publique, des travaux en sciences humaines proposent d'analyser ses dimensions sociales, économiques et politiques. Ainsi, les pollutions atmosphériques sont considérées depuis une vingtaine d'années comme un problème d'intérêt public, suite à des processus de mobilisation citoyenne, de mise à l'agenda politique et de développement des systèmes de surveillance de la qualité de l'air[2], Des études sur la communication médiatique ont révélé une focalisation sur les controverses scientifiques ainsi qu'une tendance à l'individualisation des responsabilités[3].

Notre étude s'intéresse à la mise en discussion du problème de la pollution atmosphérique à travers les commentaires postés par des lecteurs de la presse en ligne. Par l'intermédiaire de ces productions, nous scrutons les manières d'appréhender et de faire sens avec les dégradations environnementales portant

[1] URL: http://www.iarc.fr/en/publications/books/sp161/AirPollutionandCancer16.pdf

[2] Franck Boutaric, Pierre Lascoumes, « L'épidémiologie environnementale entre science et politique. Les enjeux de la pollution atmosphériques en France », *Sciences sociales et santé*, vol. 26, n° 4, 2008, p. 5-38

[3] Julien Langumier, « La pollution de l'air dans la presse : une représentation "dramatique". Étude de la production des quotidiens régionaux de l'agglomération lyonnaise », *Pollution atmosphérique*, n° 176, octobre-décembre 2002, p. 503-512.

atteinte à la santé humaine. Le corpus analysé est issu de deux plateformes de presse en ligne : *mediapart.fr* et *lefigaro.fr.* Le segment chronologique (mars 2016 - mars 2017) coïncide avec des événements climatiques et politiques significatifs : pics de pollution dans plusieurs villes de France, mise en place de mesures environnementales au niveau local et national (piétonisation des voies sur berge à Paris, vignettes Crit'Air), début de la campagne électorale à la Présidence de la République, etc. Sur les 62 articles repérés, nous avons analysé les huit articles les plus commentés, comptabilisant au total 1532 commentaires.

L'observation de ces commentaires révèle une large palette de modalités d'expression, comprenant le témoignage, la démonstration, l'évaluation de l'action publique, l'indignation, la responsabilisation, le jugement et l'argument programmatique. D'autres commentaires dépassent la critique en opérant une mise à l'index et une dévalorisation de certains groupes sociaux et de leurs comportements. L'objectif est d'explorer les commentaires qui visent des individus ayant des attitudes ou des comportements contribuant à la dégradation de la qualité de l'air. Notre hypothèse est qu'en matière d'écologie, les attitudes et les comportements jugés nuisibles aux environnements naturels et anthropiques peuvent donner lieu à des phénomènes de stigmatisation. Qui est stigmatisé, et pourquoi ? Quelles sont les caractéristiques de cette énonciation stigmatisante ? La méthode mobilisée est celle d'une analyse de discours qui étudie les « productions langagières et discursives natives d'internet »[4].

Cet article se compose de trois parties : la première porte sur le phénomène de stigmatisation, sa dimension sémiotique et ses possibilités de manifestation en matière de comportements écologiques. Dans la deuxième partie, nous caractérisons le corpus analyse et son cadre d'inscription : positionnement éditorial des journaux, chartes de participation, nature et teneur des échanges entre lecteurs. La troisième partie présente l'analyse d'un segment spécifique de commentaires qui stigmatise certains individus et groupes sociaux.

1. Manifestations de la stigmatisation en matière d'attitudes écologiques

Dans son ouvrage de référence, Erving Goffman a défini trois types de stigmatisation liées au corps, aux attributs moraux et aux affiliations ethniques[5]. Il a également ouvert la voie à l'analyse d'autres formes d'appartenance socialement dévalorisées, concernant des « individus qui paraissent engagés dans un refus

[4] Christine Develotte, Marie-Anne Paveau, « Pratiques discursives et interactionnelles en contexte numérique. Questionnements linguistiques », *Langage et société*, n° 160-161, 2017, p. 200.
[5] Erving Goffman, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, [1963] 1975.

collectif de l'ordre social. Ce sont eux qui semblent dédaigner les occasions de progresser dans les allées que leur ouvre la société, [...] eux les échecs de la société quant aux motivations qu'elle propose »[6]. Ces opérations de dépréciation donnent lieu à la création d'une frontière qui préserve certains d'une altérité désormais séparée et reléguée vers l'extérieur. En cela, il nous semble que le processus de stigmatisation pourrait être lu à travers le prisme de l'indexicalité, notion développée par le sémioticien Jean-Marie Klinkenberg[7].

Actualisée majoritairement dans la sémiotique visuelle et spatiale, l'indexicalité se fonde sur « (a) la captation de l'attention du spectateur par un secteur de l'espace visible global, de façon à isoler ce secteur [...] et (b) l'attribution d'un statut culturel particulier au secteur ainsi ségrégué »[8]. Le stigmate constituerait ainsi un trait discrétisé de l'ensemble dont il est issu, qui se voit accorder une signification minorative et qui devient prépondérant : une « caractéristique qui s'impose à l'attention et qui nous détourne de l'individu »[9]. Indexation et stigmatisation se rejoignent lorsqu'elles opèrent une disqualification de « l'objet indexé comme objet et le requalifi[ent] comme énoncé relevant d'un certain type de discours »[10]. C'est l'intervention de ce discours, souvent rattaché à un cadre normatif de référence, qui fait émerger le stigmate.

Ce cadre de référence oscille actuellement entre deux pôles : richesse matérielle, confort et ostentation d'une part ; sobriété, soutenabilité et décroissance de l'autre. Pour Jean Baudrillard, le premier pôle est emblématique de la société de consommation comme « la négation magique et définitive de la rareté [...], l'espérance violente qu'il y en ait non pas assez, mais trop »[11]. Consolidé dans la période post-guerre, cet imaginaire d'abondance s'est rapidement confronté aux limites d'une planète finie et aux dégradations environnementales que ces modes de vie engendrent. Les années 1980 ont marqué un tournant dans la mise à l'agenda politique des problématiques écologiques, notamment avec la publication du rapport Brundtland en 1987. Même si l'heure est désormais « au renforcement des motivations moins dépendantes des biens marchands »[12], ce modèle de société se heurte à des appareillages symboliques et matériels structurels attisant le désir de consommation.

[6] Erving Goffman, *ibid*., p. 167.
[7] Jean-Marie Klinkenberg, « Un instrument au service de l'énonciation : l'index », dans Marion Colas Blaise, Laurent Perrin, Gian Maria Tore (dir.), *L'énonciation aujourd'hui : un concept clé des sciences du langage,* Limoges, Lambert-Lucas, 2016, p. 56.
[8] *Ibid*., p. 53.
[9] Erving Goffman, *op. cit.* p. 15.
[10] Jean-Marie Klinkenberg, *op. cit.*, p. 56.
[11] Jean Baudrillard, *La société de consommation*, Paris, Gallimard, 1986, p. 19.
[12] Gilles Lipovetsky, *Le bonheur paradoxal,* Paris, Gallimard, 2006, p. 19.

Dans ce contexte, la figure du consommateur de masse est dévalorisée en tant qu'« individu superficiel qui se berce d'illusions, qui est devenu un simple pantin de la société de consommation »[13]. Toutefois, cette exposition « à l'injure et au discrédit »[14] peut s'avérer contreproductive, dans la mesure où « les consommateurs s'indignent de la stigmatisation de leurs "mauvais" comportements et de la culpabilisation à outrance »[15]. Ainsi, en nous focalisant sur un type de stigmatisation trouvant sa légitimité dans les discours actuels sur l'écologie (développement durable, croissance verte, transition écologique), nous souhaitons approfondir notre compréhension des phénomènes de juge ment-exclusion qui en découlent. Dans la partie suivante, nous présentons le corpus analysé.

2. Caractérisation des médias et des commentaires

Doyen des médias français, *Le Figaro* a développé sa stratégie numérique dès son rachat par le groupe Dassault en 2004, en mettant notamment en place une rédaction bi-média[16]. En 2015, sa plateforme en ligne comptait 20 000 abonnés et environ un million de lecteurs y publiaient des commentaires chaque mois[17]. *Mediapart*, quant à lui, fait partie des pure *playe*r nés à la fin des années 2000. Il intègre la dimension participative du web 2.0 en proposant un double contenu : une partie journalistique réservée à la rédaction et une par tie « Club », hébergeant les blogs personnels des journalistes et des lecteurs. Le choix de ces journaux aux identités très contrastées nous permet d'observer l'influence de leur ligne éditoriale dans les échanges entre lecteurs sur le problème de la pollution atmosphérique.

Le système de rubriquage fournit des indices sur leur positionnement en matière d'écologie, or l'observation des pages d'accueil ne révèle pas de ru brique spécifiquement dédiée. Pour le *figaro.fr,* il s'agit de la sous-rubrique « Sciences & Environnement », disponible dans l'item « Actualités ». Quant à *mediapart.fr*, les articles sont référencés selon un ensemble de mots-clés formant une isotopie sémantique : « environnement » est ainsi associé à « écologie », « climat », « transition énergétique », « pollution », etc. Un autre indice de ce positionnement se trouve dans la présence des journalistes spécialisés : Marielle Court pour *lefigaro.fr* et Jade Lindgaard pour *mediapart.fr.*

[13] Daniel Miller, « Un moralisme contre-productif face aux enjeux de la pauvreté », dans *La société de consommation face aux défis écologiques*, Paris, La Documentation Française, PPS n° 954, 2008, p. 47.
[14] Erving Goffman, op. cit., p. 152.
[15] Elişa Monnot, Fanny Reniou, « "Ras le bol d'entendre parler d'écologie !" : comprendre la contestation des discours écologiques par les consommateurs », *Décisions Marketing*, n° 71, 2013, p. 99.
[16] Alexandre Joux, « Stratégies de marques et stratégies éditoriales du Groupe Figaro. Du portail à l'écosystème intégré par le *Data Managemen*t », *Réseaux*, n° 205, 2017, p. 117–143.
[17] Pierre-Jean Benghozi *et al*., « Mutation, révolution, transformation de la presse », *Le journal de l'école de Paris du management*, n° 115, 2015, p. 33.

Les deux médias étudiés proposent des chartes de modération rappelant aux lecteurs-contributeurs les règles de participation. Le nombre de commentaires est annoncé à proximité immédiate des éléments de titraille de l'article (titre, rubrique, chapô), comme si ces productions intégraient désormais ce champ. Pour *mediapart.fr*, la possibilité de lire et de produire des commentaires est exclusivement réservée aux abonnés, alors que pour *lefigaro.fr* la lecture est possible en accès libre mais pas la production.

Suite à la sélection de 62 articles, nous avons choisi pour chaque média les quatre articles les plus commentés[18] :

Journal	Titre de l'article	Auteur.e	Date de publication	Rubrique	Nombre de commentaires
Médiapart.fr	À Paris, difficile consensus contre la pollution atmosphérique (MP1)	Laurent Geslin	12 juillet 2016	Environnement	41
	À Paris, les morts de la pollution se comptent par milliers (MP2)	Jade Lindgaard	25 septembre 2016	Environnement	293
	Comment la France a perdu vingt ans dans le combat contre la pollution de l'air (MP3)	Jade Lindgaard	9 décembre 2016	Environnement	123
	Europe : le Parlement tire les leçons du "Dieselgate" (MP4)	Ludovic Lamant	1 mars 2017	Europe	23
Figaro.fr	Pollution : 48.000 morts par an en France (LF1)	Pauline Fréour	21 juin 2016	Santé publique	171
	Nouvel épisode de pollution, ce samedi, à Paris (LF2)	Etienne Jacob	2 décembre 2016	Sciences & Environnement	261
	Pollution : le pic exceptionnel pourrait durer (LF3)	Anne Jouan	9 décembre 2016	Société	223
	Pollution de l'air : l'Europe menace la France (LF4)	Marielle Court	15 février 2017	Sciences & Environnement	397

Figure 1 : Données éditoriales du corpus et nombre de commentaires par article

En termes formels, les titres sont majoritairement bi-segmentaux (six sur huit). Le premier segment étant réservé aux sujets d'actualité et aux dossiers

[18] Les codes MP et LF, accompagnés d'un chiffre, ont été rajoutés à la fin des commentaires et correspondent respectivement aux sites d'information de *Mediapart* et du *Figaro* ainsi qu'aux articles indiqués.

déjà installés dans les esprits, il convient d'observer ce qui est défini par ces médias comme thématique centrale. Pour *mediapart.fr c*'est un déictique toponyme (« Paris », « Europe », « France ») ; alors que pour *lefigaro.fr c*'est le nom « pollution », le toponyme étant placé en deuxième segment du titre. Trois articles sur huit ont été publiés en décembre 2016, mois dans lequel la ville de Paris a connu l'épisode de pollution le plus long et aigu des 10 dernières années. En termes lexicaux, la dysphorie est forte et se manifeste avec le lexème « morts » ainsi qu'avec un champ lexical lié au conflit (« perdre le combat », « difficile consensus », « menace »). Ces titres révèlent également que *lefigaro.fr s*e positionne sur un plan synchronique, en mettant en valeur la dimension évènementielle de la pollution (« épisode », « pic exceptionnel », « pourrait durer »). *Mediapart.fr* propose un contenu davantage diachronique et avec des mises en perspective plus larges (« combat de vingt ans »).

Concernant les auteur.e.s, un article est rédigé par le journaliste de *media part.f*r en charge des informations européennes, alors que deux autres sont le fait de la responsable des thématiques environnementales. Pour *lefigaro.fr,* seul un texte est rédigé par la journaliste spécialisée. Ce journal affiche également une plus grande dispersion en termes de référencement thématique, les quatre articles étant rattachés à trois rubriques différentes. La tendance est au regroupe ment pour *mediapart.fr*, trois textes étant corrélés au mot-clé « environnement ».

3. Commenter la pollution atmosphérique : analyse d'un cadrage stigmatisant

Les commentaires des articles choisis portent tantôt sur le sujet de l'article, tantôt sur l'angle d'éclairage choisi par le journaliste, en rentrant ou non dans un dialogue entre internautes. C'est seulement à deux reprises, et exclusive ment pour le corpus de *mediapart.fr,* que nous avons observé des interactions entre les lecteurs et le/la journaliste auteur.e de l'article. La médiation de ces espaces d'expression est très discrète et se manifeste seulement par la trace visible de commentaires effacés.

Concernant le segment de commentaires opérant une forme de stigmatisation, nous avons identifié plusieurs figures envers lesquelles les contributeurs cherchent à susciter l'animosité, du fait de leur participation supposée à la dégradation de la qualité de l'air. La première figure est fondée sur une distinction de classe, alors que la deuxième repose sur l'élaboration des avatars « pro » et « anti » voiture.

Une stigmatisation opérée par la distinction de classe

Majoritairement issu du corpus de *mediapart.fr*, cette première catégorie se caractérise par un enchevêtrement de plusieurs registres d'expression : culpabilisation (pointer la faute), stigmatisation (désigner quelqu'un comme déviant et lui jeter l'opprobre) et dénonciation (révéler pour faire condamner) :

(1) Les transports en commun c'est pour les pauvres dont les vieilles bagnoles ont été interdites pour assainir l'air des bourgeois (09/12/2016, MP3)
(2) Un bourgeois vivant confortablement en centre-ville peut se permettre d'émettre des considérations philosophiques sur la place excessive de la bagnole (entre deux taxis), un prolo ou un "modeste" obligé de vivre dans des banlieues lointaines et d'aller bosser à des bornes de chez lui, beaucoup moins... (26/09/2016, MP2)
(3) Ça sera à mon avis beaucoup plus simple de réduire drastiquement la circulation et cesser les mesures anti-pauvres qui laissent les privilégiés se déplacer librement avec leurs gros 4x4 tout neufs. (25/09/2016, MP2)
(4) Paris, ville désormais réservée aux catégories sociales supérieures [...] est bien évidemment polluée par ces vilains ouvriers, employés, commerçants et autres petits cadres moyens. Ben voyons ! [...] Les banlieusards et plus spécifiquement le groupe formé par les ouvriers, employés et professions intermédiaires [...] vont certainement demeurer encore un bon moment cette "population crasse" aux yeux des résidents de la capitale. (25/09/2016, MP2)

S'opère ainsi une catégorisation binaire et spatiale de la population : d'une part, « bourgeois », « privilégiés » et « catégories sociales supérieures », rattachés aux centres urbains, envers qui s'exprime une certaine hostilité. D'autre part, « prolos », « pauvres » et « banlieusards », vivant dans la « périphérie » et contraints d'utiliser la voiture. L'animosité envers les premiers se justifie dans la mesure où l'utilisation de la voiture relève d'un choix allant à l'encontre de l'intérêt commun. Leur stigmatisation se fonde sur des modes de vie jugés nuisibles à la qualité de l'air (se déplacer « librement avec leur gros 4x4 ») et se voit doublée aussi bien d'une certaine arrogance (« se permettre des considérations philosophiques ») que d'une connivence avec le pouvoir (« assainir l'air des bourgeois »). L'évaluation en creux de l'action publique politise le cadrage : l'inefficacité des institutions se manifeste dans l'inégalité d'accès à des équipements automobiles qui, même si performants et conformes aux normes, sont prohibitifs. L'action institutionnelle est également désignée comme étant favorable au segment privilégié de la population (« mesures anti-pauvres »).

Le commentaire 4 présente une fiction énonciative avec des propos dépréciatifs envers les populations défavorisées (« vilains ouvriers »). Un lien de causalité est établi entre la pollution et leur présence dans la ville, mais la rupture s'effectue par l'interjection « ben *v*oyons ! ». Ce modalisateur désigne l'attitude de désaccord et la non-prise en charge énonciative par le contributeur, qui tente de reconstituer le raisonnement d'une instance d'énonciation absente. Celui-ci tient des propos dévalorisants (« banlieusard », « population crasse ») sur les catégories sociales qu'il entend stigmatiser.

Si la cible des réactions précédentes est le « bourgeois », elle se déplace vers le « bobo » dans les commentaires sur *lefigaro.fr :*

(5) Pendant ce temps les bobos vont en grosse voiture à Deauville [...) pour s'amuser ils polluent et empêchent les gens d'aller au travail à Paris ! (10/12/2016, LF3)
(6) Non, je n'arrêterai pas mon poêle à bois pour la santé des bobos qui, eux, ne se gênent pas pour chauffer leur appartement haussmannien simple vitrage au fuel. (03/12/16, LF2)

Concernant le trait d'individualisme, dans le commentaire 6 le contributeur se retranche dans des postures tout aussi individualistes (cf. arrêter le poêle à bois), sous prétexte d'une distinction entre la « santé des bobos » (implicitement jugée comme plus fragile) et celle des autres. La figure du « bobo » partage avec celle du « bourgeois » les traits de l'hédonisme, l'arrogance et la sauvegarde de l'intérêt privé, mais se voit en plus octroyer celui de l'ostentation (« en grosse voiture à Deauville », « appartement haussmannien »). Ces attributs étant sensiblement les mêmes, que signifie le choix lexical entre « bobo » et « bourgeois » dans les deux médias étudiés ? Nous sommes là dans le vif d'une activité de dénomination qui « sert moins à désigner des fragments de réalité qu'à les sémiotiser en fonction de l'expérience sociale des locuteurs »[19]. En effet, si le vocabulaire utilisé ne fait pas émerger une opposition antinomique, il semble être représentatif de dispositions discursives différentes. Alors que pour les lecteurs-contributeurs de *mediapart.fr* la focale est mise sur la distinction sociale et l'activation d'un intertexte sociologique (lutte des classes entre bourgeoisie et prolétariat), ceux du *figaro.fr* mobilisent une représentation sociale plus récente. Le sociologue Gérard Mauger a étudié la construction mythologique (au sens de Roland Barthes) de l'opposition entre « bobo » et « beauf », en affirmant que le premier est « le produit d'une hybridation entre mode de

[19] Sonia Branca-Rosoff, Préface : « Approche discursive de la nomination/dénomination », dans Georgeta Cișlaru *et al*. (dir.), *L'acte de nommer. Une dynamique entre langue et discours*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2007, p. 14.

vie bourgeois et contre-cultures des années 1960 »[20]. Dans cette caractérisation historique et sociale, le « bobo » y est décrit comme partisan de l'égalité entre sexes, antiraciste, internationaliste et écologiste. Dans notre corpus, le lien entre « bobo » et « écolo » est lexicalisé dans des énoncés faisant référence aux lieux de pouvoir comme la mairie de Paris et l'Union européenne :

(7) L'air ne fait pas la différence entre les banlieues et le Paris bobo écolo d'Hidalgo ! (03/12/2016, LF2)
(8) Le bobo de la mairie veut être intramuros et pas cher avec vue sur Seine, facile... (03/12/2016, LF2)
(9) On peut fermer les berges, calfeutrer les fenêtres de la Mairie bobos-homos (03/12/2016, LF2)
(10) Alors, est-ce que l'on se décide enfin à sortir de cette Europe répressive (répressive contre les Européens autochtones, mais laxiste en faveur des clandestins) [...] rongée par les gauchistes et militants multiculturalistes, et à ne plus céder aux écolos-bobos qui veulent nous imposer leur façon de vivre depuis Bruxelles ? (16/02/2017, LF4)

La trajectoire médiatique et politique aboutissant à l'usage accusatoire du lexème « bobo », présent dans les citations précédentes, et savamment décrit dans l'ouvrage *Les bobos n'existent p*as paru en 2018[21]. Les auteur.e.s évoquent le rôle essentiel de la presse dans la diffusion du terme ainsi que son évolution sémantique au fil du temps : lesté d'abord d'une forte charge d'autodérision, il s'est progressivement transformé en figure-repoussoir. Tout comme dans la présente étude, les analyses qui y sont menées sur la presse écrite montrent que Paris constitue la toile de fond de la plupart des articles mobilisant le lexème en question. Ces auteurs démontrent également que l'utilisation de la catégorie « bobo » sert notamment à délégitimer « un certain nombre de questions reléguées au rang d'enjeux "sociétaux" ringardisés (luttes liées à l'écologie, au féminisme ou au genre, mobilisations de soutien à des groupes sociaux racisés), tout en masquant des rapports de pouvoir et de domination historique de la bour*g*eoise »[22]. Dans notre corpus de commentaires, la délégitimation des causes environnementales et la critique des actions entreprises par les pouvoirs publics sont opérées à travers la catégorie de « bobo ». Dans ces énoncés, les solutions proposées par ces instances locales et transnationales pour lutter contre la pollution atmosphérique sont jugées à la fois inutiles et contreproductives. Cette inefficacité serait due à certains traits caractérisant les « bobos »

[20] Gérard Mauger, « Mythologies. Le "beauf" et le "bobo" », *Lignes*, n° 45, 2014, p. 121.
[21] Anaïs Collet, Jean Rivière, « Les bobos dans la presse française : retour sur la politisation d'une catégorie », dans Jean-Yves Authier *et al*. (dir.), *Les bobos n'existent pas*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2018, p. 33-62.
[22] *Ibid*., p. 57.

(individualisme, recherche de distinction, voire même homosexualité), dépréciés et arasés à valeur égale. L'utilisation de ces attributs profite à la construction d'attaque*s ad personam* (reposant sur l'adversaire lui-même), en excluant du même coup les argument*s ad homi*nem (reposant sur la cohérence entre actions et propos tenus par l'adversaire). L'attribution des responsabilités pointant l'Europe dépasse le cadre environnemental et déborde vers des questions d'immigration. En effet, l'inutilité des mesures européennes s'expliquerait, dans le commentaire 10, par le supposé penchant pro-immigration des « bobos » qui la dirigent. Un semblant de xénophobie s'esquisse par la mise en opposition entre natif et étranger (« autochtones » *vs*. « clandestins »), ce qui n'est pas sans rappeler les rhétoriques nationalistes réactivées depuis quelques décennies en Europe. Tel qu'il est possible de l'observer dans la partie suivante, les hommes et les femmes politiques ne sont pas épargné.es par ces corrélats associant immigration et inefficacité dans la lutte contre les pollutions de l'air.

Figures « pro » et « anti » voiture, réceptacles d'hostilité

La deuxième catégorie que nous avons identifiée concerne la fabrication dichotomique des figures « anti » et « pro » voiture. Il est question d'agencements argumentatifs qui tendent soit à masquer, soit à rendre visibles « les raisons structurelles de l'augmentation du trafic »[23] et de la pollution. La figure des « anti » est majoritairement construite par les lecteurs-contributeurs du *figaro.fr, e*n particulier dans l'article *Nouvel épisode de pollution, ce samedi, à Paris* (02/12/2016). Ce texte présente les mesures prises aussi bien par la Préfecture de Police que par la mairie de Paris suite au quatrième jour consécutif de pic de pollution. La maire de la capitale a en effet « appelé l'État à "mettre en place dès que possible la circulation alternée en Île-de-France" », tout en reconduisant des mesures comme « la gratuité du stationnement, du Velib' et d'Auto lib' ». Alors que le rôle de la Préfecture est passé sous silence, les commentaires placent Anne Hidalgo comme principal réceptacle d'hostilité :

(11) Se prendre pour la reine de Paris. Encore une immigré [sic] qui mal traite les autochtones. (05/12/2016, LF2)
(12) L'important est de s'agiter en faisant du bruit pour taper sur l'automobile, continuer à faire rentrer dans les têtes que la voiture individuelle "c'est mal", et faire croire que l'on agit ! (03/12/2016, LF2)
(13) Une soi-disant écologie qui sent à plein nez l'autophobie, pour ensuite vouloir pénaliser l'ensemble des Franciliens ?? (02/12/2016, LF2)

[23] Yannick Rumpala, « De l'objectivation des risques à la régulation des comportements. L'information sur la qualité de l'air comme instrument d'action publique », *Réseaux*, n° 126, 2004, p. 207.

La locution verbale « se prendre pour » renvoie au statut minoratif de celui qui feint d'être supérieur. L'ambition se précise grâce au complément « la reine de Paris », intertexte monarchique qui renforce la dévalorisation qui suit. En effet, la formulation « encore une immigré qui maltraite » suggère que cette maltraitance n'est pas une pratique isolée et que les origines étrangères de la personnalité en question serviraient à expliquer l'inutilité de l'action publique. En résonance avec l'énoncé 10, celui-ci indique en creux le lien de causalité entre l'origine étrangère des preneurs de décisions et l'inefficacité des mesures prises. La question de la qualité de l'air passe en arrière-plan et agit comme prétexte permettant d'afficher un discours xénophobe.

Les commentaires 12 et 13 délaissent ce positionnement pour accorder d'autres attributs à la figure « anti-voiture ». Ils ont en commun l'argument selon lequel la prise en charge d'un problème par les pouvoirs publics n'équivaut pas à la résolution de celui-ci. Avec des formulations comme « s'agiter », « faire croire que l'on agit » et « taper sur l'automobile », les contributeurs remettent en cause l'action publique en l'associant davantage à un affichage pu rement communicationnel et au désamorçage de la conflictualité. Ces commentaires font écho aux travaux sur la pollution de l'air intérieur, selon lesquels la réalité première de la prise en charge des problèmes publics « est d'adresser le signal "qu'on s'en occupe" »[24] .

Concernant la figure des « pro-voiture » (commune aux deux médias), elle fait l'objet de stigmatisation à travers des désignations injurieuses et accusatoires comme « obsédés de la bagnole », « con de diéséliste », « chauffard » et même « criminel » :

(14) Si tous les cons de dieseliste achetaient une voiture essence et roulait avec ce type de carburant il y aurait moins de morts dues à la pollution, mais non moi je veux mon diesel (25/09/2016, MP2)

(15) La pollution, rien à foutre, c'est ma voiture d'abord, c'est parce que j'en ai besoin pour aller bosser. D'ailleurs j'ai choisi un diesel car c'est plus rentable. (25/09/2016, MP2)

Ces énoncés se caractérisent par la reconstruction de la voix de celui qui fait l'objet de rejet. Dans l'exemple 14, le contributeur prend en charge la posture de stigmatiseur en première partie du commentaire qui, à travers une mise en hypothèse, aboutit à un jugement de culpabilité (« morts dues à la

[24] Renaud Crespin, Benjamin Ferron, « Un scandale à la recherche de son public. La construction médiatique du problème de la "pollution de l'air intérieur" en France (1995-2015) », *Politiques de communication*, n° 7, 2016, p. 152.

pollution »). S'opère ensuite une rupture par l'énoncé « mais moi je veux mon diesel », dans un semblant de discours indirect. Dans ce type de discours rap porté, l'énonciateur principal insère les propos d'autrui dans son propre dis cours. Néanmoins, l'absence des traces d'échanges préalables conduit à penser que ce sont des propos que l'énonciateur prête à celui qu'il entend disqualifier. Il s'agit toutefois d'une stigmatisation en demi-teinte, l'attribut avilissant pouvant être diminué grâce à une solution proposée par le marché, à savoir l'achat d'une « voiture à essence ».

De même, les guillemets d'ouverture et de fermeture du commentaire 15 agissent comme des marqueurs du discours direct, dans lequel l'énonciateur principal cherche à restituer fidèlement les propos d'autrui. La citation agit comme gage de véracité, sauf qu'il serait ici question d'un discours rapporté fictif, entièrement reconstruit et permettant de cristalliser les postures et les arguments de cette figure «pro-voiture ». Cette fois-ci, la prise en charge énonciative ne se fait pas par le biais des unités segmentales mais grâce aux signes orthographiques.

Dans cette mobilisation de voix plurielles, le scripteur prête des propos à cet autre qu'il cherche à dévaloriser, dans une tentative de reconstitution des motivations qui l'animent. Cependant, la recomposition de la voix du stigmatisé ne semble pas relever d'une intention empathique, mais plutôt d'une simulation de sa posture énonciative permettant au scripteur de mieux l'attaquer.

Au semblant des voix s'ajoute un semblant de dialogue, exprimé dans plusieurs énoncés par l'interjection introductive « merci ». Destinée à exprimer la reconnaissance, la valeur sémantique de cette unité est inversée pour être mise au service d'un discours sarcastique de mise à l'index :

(16) Merci à tous les obsédés de la bagnole qui roulent avec du diesel dans nos villes !!! (15/02/2017, LF4)

(17) Merci aux chauffards irresponsables et radins (les Diesel) !!! Ce ne sont pas les transports en commun qui manquent pourtant ! Pas assez chic pour vous ?! (10/12/2016, LF3)

Le caractère essentialisant de la stigmatisation est présent dans ces commentaires, adressé aux automobilistes dont le tort est d'exclure d'autres modes de déplacement. Les attributs « irresponsable et radin » concourent à étayer l'argument de l'individualisme, identifié précédemment comme justification au dénigrement de certains. De surcroît, à travers la forme interrogative « pas assez chic pour vous ? », la figure « pro-voiture » est accusée d'une volonté

de distinction de classe qui la mène à l'isolement. Les contributions issues du corpus *mediapart.fr* radicalisent le trait :

(18) Bientôt 10 milliards de vibrions sur cette planète, pétaradant dans tous les sens dans un grand et beau nuage d'oxyde de carbone [...] Tant qu'il restera un seul automobiliste sur terre il n'y aura pas d'évolution possible ! (26/09/2016, MP2)
(19) Les premiers criminels sont les abrutis qui utilisent ces véhicules, nuisent gravement à la santé des enfants, tuent sur la route en écoutant Hanouna. (12/07/2016, MP1)

L'énoncé 18 se construit sur des figures de style très contrastées : d'une part l'antonomase, identifiant les automobilistes à l'ensemble du genre humain (« 10 milliards ») ; d'autre part l'allégorie minorative comparant l'humain à la bactérie, métaphore permettant de signaler l'insignifiance et l'absence de valeur. Cet exemple peut être reformulé à travers le syllogisme suivant : tous les humains sont des automobilistes, or les humains sont des vibrions, donc les automobilistes sont des vibrions. Ce raisonnement pose problème car la prémisse majeure est fausse : si tous les automobilistes sont des êtres humains, l'inverse n'est pas vrai. Cependant, la faiblesse logique ne compromet pas la portée argumentative d'une conclusion à tonalité fataliste (impossibilité d'une évolution), et semble même la renforcer. Enfin, dans l'énoncé 19, le registre de la stigmatisation se mêle à celui de l'injure et de l'accusation. La dernière assertion rend simultanées deux actions a priori non corrélées (« tuer en écoutant Hanouna ») et généralise le discrédit aux spectateurs d'une production télévisuelle maintes fois critiquée. L'association surprenante entre le crime ultime et l'émission de divertissement fait émerger des effets de sens en lien avec l'apathie et l'indolence que les contributeurs attribuent aux automobilistes.

Conclusion

Les commentaires des internautes constituent une voie d'accès à l'élaboration des significations autour de la pollution atmosphérique, problème à la fois social, économique, politique, écologique et sanitaire. Parmi les grilles de lecture proposées par les lecteurs-scripteurs des médias analysés, nous nous sommes intéressés au prisme particulier de la stigmatisation, qui semble trouver un fondement dans les dynamiques de positionnement social. En effet, ces classements se manifestent différemment selon les corpus : d'une part, le cadrage stigmatisant des lecteurs de *mediapart.fr s*e focalise sur la figure du « bourgeois », avec des attributs lestés d'une valeur réprobatrice comme l'ostentation, l'hédonisme, l'individualisme et la proximité avec le pouvoir. Ces disqualifications

prennent socle dans des modèles socio-écologiques émergents qui récusent des modes de vie jugés nuisibles aux environnements naturels et anthropiques, et par conséquent à la qualité de l'air. Par ces agencements discursifs, le lectorat en question semble s'opposer aux imaginaires d'abondance concomitants à la société de consommation.

D'autre part, les contributions des lecteurs du *figaro.fr* participent à l'élaboration de deux figures principales faisant l'objet de stigmatisation : le « bobo » et les « anti-voitures ». La première partage avec la figure du « bourgeois » les mêmes caractéristiques dévalorisantes, mais cette lexicalisation différente en dit long sur l'arrière-plan idéologique de ces lectorats. En effet, la figure du « bobo » comporte ceci de particulier que son lien avec les instances décisionnaires est précisé : c'est sa connivence avec les pouvoirs locaux, et en particulier avec la mairie de Paris, qui est décriée. Aux yeux des contributeurs, cette instance incarne également la figure des « anti-voitures ». La difficulté à stigmatiser une institution est surmontée par la focalisation sur l'actuelle maire de la ville ; les commentaires foisonnant d'assignations sociales la discréditant. Dans le corpus de commentaires du *figaro.fr,* les « bobos » et les « anti-voitures » sont considérés comme déviants par rapport à l'imaginaire d'abondance dominant. La manière de concevoir les « effets collatéraux » de la société de consommation semble alors révélatrice du degré d'intériorisation des prescriptions normatives proposées par les institutions en matière environnementale.

Cette étude souhaite plus largement contribuer à la compréhension d'une situation contradictoire dans laquelle les attitudes relevant de l'*hubris* en écologie sont actuellement discréditées dans les discours officiels mais subtilement encouragées en sourdine, dans une rhétorique à la fois prescriptive et paradoxale. En effet, la production et la consommation (menées jusqu'à l'extractivisme et au consumérisme) étant les moteurs de la croissance dans une économie de marché, la possibilité de leur limitation voire d'un changement de modèle socio-économique semble actuellement passée sous silence. La question centrale des conséquences de ces rouages économiques (anéantissement de la biodiversité, changements climatiques, extraction insoutenable de matières premières, pollutions de toute sorte) demeure sans réponse.

Bibliographie

BAUDRILLARD Jean, *La société de consommation. Ses mythes, ses structures*, Paris, Gallimard, 1986.

BENGHOZI Pierre-Jean, GIÉ Bertrand, MICHAUX Valéry *et al.*, « Mutation, révolution, transformation de la presse », *Le journal de l'école de Paris du management*, n° 115, 2015, p.

30-37.

BOUTARIC Franck, LASCOUMES Pierre, « L'épidémiologie environnementale entre science et politique. Les enjeux de la pollution atmosphériques en France », *Sciences sociales et santé*, vol. 26, n° 4, 2008, p. 5-38.

BRANCA-ROSOFF Sonia, Préface : « Approche discursive de la nomination/dénomination », dans Georgeta CISLARU *et al.* (dir.), *L'acte de nommer. Une dynamique entre langue et discours*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2007, p. 13-22.

COLLET Anaïs, RIVIÈRE Jean, « Les bobos dans la presse française : retour sur la politisation d'une catégorie », dans Jean-Yves AUTHIER e*t al.* (dir.), *Les bobos n'existent pas*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2018, p. 33-62.

CRESPIN Renaud, FERRON Benjamin, « Un scandale à la recherche de son public. La construction médiatique du problème de la "pollution de l'air intérieur" en France (1995 2015) », *Politiques de communication*, n° 7, 2016, p. 151-181.

DEVELOTTE Christine, PAVEAU Marie-Anne, « Pratiques discursives et interactionnelles en contexte numérique. Questionnements linguistiques », Langage et société, n° 160-161, 2017, p. 199-215.

GOFFMAN Erving, Stigmate. Les usages sociaux des handicaps, traduit de l'anglais par Alain KIHM, Paris, Les Éditions de Minuit, coll. « Le Sens commun », [1963] 1975.

JOUX Alexandre, « Stratégies de marques et stratégies éditoriales du Groupe Figaro. Du portail à l'écosystème intégré par le *Data Management* », *Réseaux*, n° 205, 2017, p. 117-143.

KLINKENBERG Jean-Marie, « Un instrument au service de l'énonciation : l'index (application au cas de la relation texte-image) », dans Marion COLAS-BLAISE, Laurent PERRIN, Gian Maria TORE, *L'énonciation aujourd'hui : un concept clé des sciences du langage*, Lambert-Lucas, 2016, p. 51-68.

LANGUMIER Julien, « La pollution de l'air dans la presse : une représentation "dramatique". Étude de la production des quotidiens régionaux de l'agglomération lyonnaise », Pollution atmosphérique, n° 176, octobre-décembre 2002, p. 503-512.

LIPOVETSKY Gilles, *Le bonheur paradoxal. Essai sur la société d'hypercorsommation,* Paris, Gallimard, 2006.

MAUGER Gérard, « Mythologies. Le "beauf" et le "bobo" », Lignes, n° 45, 2014, p. 130-140.

MILLER Daniel, « Un moralisme contre-productif face aux enjeux de la pauvreté », dans Edwin ZACCAÏ, Isabelle HAYNES (dir.), *La société de consommation face aux défis écologiques*, Paris, La Documentation Française, coll. « Problèmes politiques et sociaux », n° 954, 2008, p. 46-48.

MONNOT Élisa, RENIOU Fanny, « "Ras le bol d'entendre parler d'écologie !" : comprendre la contestation des discours écologiques par les consommateurs », *Décisions Marketing,* n° 71, 2013, p. 93-109,

RUMPALA Yannick, « De l'objectivation des risques à la régulation des comportements L'information sur la qualité de l'air comme instrument d'action publique », *Réseaux*, n° 126, 2004, p. 177-212.